



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 29 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN ISOVER**

18 avenue d'Alsace  
Les Miroirs - La Défense  
92400 Courbevoie

Références : 2025-563\_SAINTE GOBAIN ISOVER\_INSP\_RAP  
Code AIOT : 0006305094

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement SAINT GOBAIN ISOVER implanté Parc d'activités des Trois Routes Chemillé 49120 Chemillé-en-Anjou. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN ISOVER
- Parc d'activités des Trois Routes Chemillé 49120 Chemillé-en-Anjou
- Code AIOT : 0006305094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT-GOBAIN ISOVER exploite dans le parc d'activités des Trois Routes à CHEMILLE - EN-ANJOU des installations de production de laine de verre autorisées par l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2022. Le site relève de la directive 2010/75 UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED (rubrique principale 3340).

L'établissement exploite des lignes de production de laine de verre, une produisant des rouleaux et

panneaux de laine de verre et l'autre, de la laine à souffler. Un four (four SBM) permettant de valoriser les déchets de laine de verre issus du BTP a été mis en service sur le site en 2023.

La visite d'inspection a porté sur les suites de la visite précédente relative aux eaux d'extinction d'incendie, ainsi que sur le risque incendie sur le site et l'analyse des "porter à connaissance" déposés par l'exploitant.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Pression dans les RIA	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.4	Demande d'action corrective	30 jours
6	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.4	Demande d'action corrective	2 mois
7	Exercice d'évacuation	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.5	Demande d'action corrective	1 mois
8	Modification des installations	Code de l'environnement du 29/12/2023, article 181-46 alinéa II et AP du 05/07/2022 article 1.6.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.7 a) alinéa 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.7 a) alinéa 3 et article 7.7.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Confinement des eaux incendie – Plan des installations	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.7 a) alinéa 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site a montré que les aménagements réalisés (stockage des rebus pour le four SBM et stockage Isocoton dans le bâtiment logistique) n'ont pas été faits conformément aux "porter à connaissance" déposés par l'exploitant.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Des compléments seront à apporter sur ces deux PACs afin qu'ils puissent être pris en compte par l'Inspection dans le cadre de l'instruction de ces derniers.

L'exploitant a procédé à la régularisation des non-conformités de la visite précédente.

Il n'a pas pu justifier d'un essai simultané de cinq poteaux incendie et d'une pression suffisante dans les RIA du bâtiment logistique.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.7 a) alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> lors de la visite d'inspection du 16/12/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le volume du confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie doit être au moins égal à 2500 m <sup>3</sup> pour la zone usine et 580 m <sup>3</sup> (fossé étanche) pour la zone de stockage extérieure.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 16/12/2024, il était demandé à l'exploitant de justifier des volumes des bassins de rétention du site, ainsi que du volume disponible pour l'ensemble des événements pouvant se produire sur le site.  L'exploitant a fait réaliser le 13/02/2025 un levé topographique du bassin de rétention afin de justifier du volume de celui-ci. Le bassin principal présente à 80 % de sa hauteur de remplissage un volume de 2 980 m <sup>3</sup> , et à 100 % de remplissage, un volume de 3 970 m <sup>3</sup> . Le remplissage n'étant pas linéaire compte tenu de la forme du bassin, le volume de 20 % de remplissage utilisé pour le traitement des points chauds est inférieur à 745 m <sup>3</sup> (2 980/4). Lorsque ce volume est atteint, il reste 3 225 m <sup>3</sup> disponibles pour le stockage des eaux d'extinction. Ce volume est supérieur au besoin défini dans l'arrêté préfectoral de 2 500 m <sup>3</sup> .  Le bassin de la zone de stockage extérieure, a fait l'objet d'un relevé dimensionnel, qui a permis de déterminer que le volume de ce bassin est de 1 876 m <sup>3</sup> lors de son remplissage à 100 %. Ce volume est supérieur à la prescription de l'arrêté préfectoral qui prévoit un volume de 580 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Confinement des eaux incendie – consignes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.7 a) alinéa 3 et article 7.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> lors de la visite d'inspection du 16/12/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 7.7.7 : Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.  Article 7.7.5 : Ces consignes indiquent notamment :

<p>[...]</p> <p>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 16/12/2024, l'inspection des installations classées a constaté que les consignes ne prévoient pas la manoeuvre des vannes permettant d'isoler le bassin de confinement de la zone de stockage extérieure. Cette absence ne permet pas de garantir le volume disponible pour la gestion d'une pollution sur le site.</p> <p>L'exploitant a transmis les consignes de gestion des bassins de confinement qu'il a actualisées. Celles-ci intègrent la gestion des deux bassins de stockage.</p> <p>Ces consignes permettent d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Confinement des eaux incendie – Plan des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.7 a) alinéa 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <p>lors de la visite d'inspection du 16/12/2024</p> <p>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</p> <p>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les organes de commande et dispositifs d'obturation [...] sont repérés sur un plan tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16/12/2024, l'inspection avait constaté que les plans des installations et notamment des bassins et de leurs ouvrages de régulation n'étaient pas complets</p> <p>L'exploitant a transmis un plan global des installations comprenant l'ensemble des bassins ainsi que les canalisations qui les relient.</p> <p>Il a également transmis un plan détaillé de l'ouvrage de régulation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Pression dans les RIA

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Robinets d'incendie armés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La pression minimale de fonctionnement du robinet d'incendie armé le plus défavorable ne doit pas être inférieure à 2,5 bars.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a procédé au contrôle de la pression des RIA par</p>

échantillonnage et s'est concentrée uniquement sur les RIA du bâtiment logistique.  
Le rapport de maintenance annuelle de l'installation réalisée par AXIMA en date du 28/11/2024 (rapport n°2181 - 213446096), indique que l'essai est conforme et que la pression du RIA le plus défavorisé est de 2,4 bars.  
Or l'arrêté prévoit que la pression du RIA le plus défavorisé ne peut être inférieure à 2,5 bars.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra s'assurer du retour à la conformité de son réseau de RIA en termes de pression minimale de fonctionnement, conformément à son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 5 : Extincteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Présence et vérification des extincteurs

**Prescription contrôlée :**

[...]  
des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement [...]  
Ils sont vérifiés tous les ans et maintenus en état de fonctionnement en permanence. [...]

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que les extincteurs ont été vérifiés en octobre 2024.  
Il a transmis les rapports de visite de l'entreprise CHUBB (bons 21115157 et 21115069) qui correspondent respectivement aux contrôles de 21 extincteurs en bon état situés dans l'atelier SBM et de 379 extincteurs en bon état dans les autres installations et 5 extincteurs sortis car non conformes.  
L'exploitant a indiqué qu'il dispose sur site d'un stock tampon d'extincteurs vérifiés, permettant de remplacer des appareils non conformes ou des appareils qui auraient été percutés entre deux interventions.  
L'inspection des installations classées a constaté, par sondage, au cours de la visite des installations que les extincteurs ont été vérifiés en octobre 2024.  
L'exploitant a indiqué être en attente de la nouvelle date d'intervention du prestataire de contrôle pour la réalisation de la vérification 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées la date d'intervention de contrôle des extincteurs dès qu'elle sera connue. La fréquence annuelle doit être respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Poteaux incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pression disponibles aux poteaux

**Prescription contrôlée :**

[...]

<p>Ils sont alimentés de façon à ce que cinq d'entre eux puissent fonctionner simultanément et fournir en toutes circonstances un débit total minimum de 310 m<sup>3</sup>/h, sous une pression dynamique de 8 bar maximum.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite le rapport AXIMA du 31/10/2024 (rapport n°897 - n°210649496) qui correspond au contrôle réalisé sur les 12 poteaux incendie du site. Cette intervention a procédé a un contrôle du débit et de la pression de chaque poteau fonctionnant seul.</p> <p>L'exploitant a également communiqué le rapport AXIMA du 21/03/2023 (rapport n°371 - n°157132883), qui ne comprend que 3 poteaux pour lesquels un test simultané a été réalisé. Ce deuxième rapport présente quelques incohérences sur les dates d'intervention / dates de la précédente intervention, ainsi que sur les numéros d'identification des poteaux testés.</p> <p>L'exploitant veillera à ce que les rapports remis par le prestataire soient clairs et permettent d'identifier facilement les poteaux testés.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'a pas réalisé d'essai de fonctionnement de cinq poteaux en instantané. Le test réalisé en 2023 n'a permis de tester le fonctionnement en instantané que de trois poteaux simultanément.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fera procéder, sous un délai maximum de 2 mois, à un test sur cinq poteaux d'incendie en instantané, afin de vérifier sa conformité à la prescription de son arrêté préfectoral. Un bon de commande pour la réalisation de ce test sera à fournir dans les meilleurs délais, sans toutefois dépasser un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Exercice d'évacuation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2022, article 7.7.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Des exercices d'évacuation sont organisés régulièrement à une fréquence à minima semestrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les comptes rendus de ses deux derniers exercices d'évacuation en date du 12/03/2024 et du 02/07/2025.</p> <p>Il a également indiqué qu'un exercice est programmé pour la fin de l'année, dans le courant du mois de novembre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera de la réalisation de cet exercice auprès de l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 8 : Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article 181-46 alinéa II et AP du 05/07/2022 article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Code de l'environnement - article R181-46 alinéa II Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  AP du 05/07/2022 - article 1.6.1 Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis en préfecture deux "porter à connaissance" concernant des modifications sur son installation. Le premier, en date du 12/10/2023 concerne la modification du stockage des rebuts de laine de verre externes et internes de l'atelier SBM. Cette modification ayant pour conséquences de modifier les distances minimales entre la cuve de stockage d'oxygène et l'atelier SBM. Le deuxième, en date du 24/07/2025 concerne le stockage de produits finis conditionnés ISONAT et ISOCOTON sur le site. Cette modification implique un changement de matériaux stockés en extérieur sur la plateforme d'entreposage (ISONAT - isolants en fibre de bois), ainsi qu'en intérieur dans le bâtiment logistique (ISOCOTON - isolants en fibre de coton). Modification stockage des rebuts de laine de verre Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté que la configuration du stockage des rebuts de laine de verre n'était pas réalisée selon les éléments présentés dans le dossier. En effet, le dossier prévoyait des alvéoles de stockage en forme de U avec un stockage de balles gerbées sur 3 à 4 niveaux, une hauteur maximale de 2 à 5 mètres, avec des plots en béton sur une hauteur de 5,80 m, soit environ 1 m plus haut que la hauteur maximale de stockage (estimée à 4,80 m, correspondant à 4 balles de 1,2 m de côté). Or, l'inspection a constaté la présence de 3 murs de blocs de béton parallèles, formant des couloirs de stockage et non des alvéoles en U. Les murs ont une hauteur de 3 mètres, et le stockage se fait jusqu'à la hauteur maximale des blocs de béton pour les rebuts de laine internes et en dépassement de 20 cm de ces blocs pour les rebuts de laine externes (les balles internes et externes n'ayant pas les mêmes dimensions). La zone de stockage des rebuts internes, dans les conditions de stockage actuelles, permet d'accueillir environ 240 balles (4 balles en hauteur, 6 balles en largeur et 10 rangées dans la longueur). Chaque balle étant estimée entre 200 et 250 kg, cet espace représente un stockage de 60 tonnes maximum. La zone de stockage des rebuts externes, permet d'accueillir environ 120 balles (3 en hauteur, 5 en largeur et 8 en longueur). L'exploitant a indiqué que le poids moyen d'une balle était de 650 kg, cet espace permet un stockage de 78 tonnes. Soit un total de 138 tonnes. Or le dossier déposé par l'exploitant prévoit une quantité maximale de balles de laine de verre de 40 tonnes.  Les hypothèses de la simulation des flux thermiques réalisée dans le cadre du porter à connaissance ne correspondent donc pas à la situation sur site (forme du stockage, volume stocké, hauteur des parois, emplacement accolé au bâtiment SBM qui ne correspond pas aux constatations sur site, stockage en dehors des emprises prévues...). L'inspection ne peut pas



vérifier l'absence de risque vis-à-vis du stockage d'oxygène présent, et confirmer la réduction de la distance entre le stockage d'oxygène et l'atelier SBM.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de balles de rebuts de laine de verre situées en dehors de la zone de stockage prévue. Ces balles, stockées dans le coin du bâtiment le plus proche de la réserve d'oxygène doivent être retirées dès que possible et stockées dans les emplacements prévus pour le stockage. Les rebuts internes sont également stockés en dépassement de la zone de stockage et doivent être réorganisés afin que l'ensemble du stockage soit dans la zone prévue à cet effet. Une vingtaine de balles doivent être déplacées.

#### Modification des stockages de produits finis

Le porter à connaissance déposé par l'exploitant fait état d'une analyse des rubriques concernées par la modification présentée. A ce titre, il présente une situation de stockage existant dans le bâtiment logistique qui est supérieure à celle autorisée dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 05/07/2022.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté que le stockage à l'intérieur du bâtiment logistique ne correspond pas au schéma descriptif présenté en page 10 du dossier de porter à connaissance. Cette configuration ayant servi d'hypothèse pour la modélisation des flux thermiques, le dossier déposé ne correspond pas aux risques présents sur le site.

Par ailleurs, à l'est du bâtiment logistique, du stockage de matériaux (palettes de laine de verre) est réalisé à 1 mètre de distance par rapport au bardage du bâtiment. Ce stockage est présent même au droit des quais de déchargement lorsque ceux-ci sont condamnés. Or, l'étude des flux thermiques indique une sortie des flux supérieurs à 8 kW/m<sup>2</sup> jusqu'à 2 mètres de distance par rapport aux portes de quais. La représentation graphique de cette modélisation semble indiquer des sorties de flux thermiques sur la façade sud du bâtiment, alors qu'il ne dispose pas d'ouvertures (pas de quais de chargement sur la façade sud). Ces flux ont été estimés à partir du logiciel Flumilog dont les hypothèses doivent être actualisées (emplacement des îlots de stockage, vérification de la disposition des quais de chargement, caractéristiques des palettes ISOCOTON dont la taille constatée est de 1,2 m\*1,2 m\*2,5 m et non 1,2 m\*1,2 m\*1,6 m comme utilisé dans la modélisation).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Modification stockage des rebuts de laine de verre

L'exploitant devra dans un délai de 5 jours procéder au déplacement des balles de rebuts situées en dehors des zones de stockage prévues (rebut externes et internes).

Il devra compléter dans un délai de deux mois, son porter à connaissance afin que celui-ci corresponde aux travaux réalisés. Sa demande devra correspondre pour les quantités maximales de stockage dans chacune des alvéoles aux capacités des aménagements réalisés. Il devra justifier les demandes de modification de son arrêté préfectoral (distance minimale au stockage d'oxygène, notamment, qui, dans son dossier est d'une part de 16 mètres, et d'autre part de 8 mètres).

Afin de justifier de l'absence de risque induit par les modifications réalisées, l'exploitant procédera dans un délai de deux mois, à une nouvelle modélisation des flux thermiques avec des hypothèses correspondant à la situation réelle de l'aménagement. Il argumentera les hypothèses (poids de balles prises en compte, nombre de balles, hauteur de stockage...) et justifiera de la prise en compte de la situation la plus défavorable.

##### Modification des stockages de produits finis

L'exploitant devra mettre à jour dans un délai de deux mois, son porter à connaissance concernant le stockage d'ISOCOTON à l'intérieur du bâtiment logistique.

Il devra s'assurer que les quantités maximales de stockage des divers produits ne soient pas

dépassées.

Il procédera à une actualisation de la modélisation des flux thermiques selon les observations mentionnées dans la partie « constats ».

Il transmettra un plan de cette modélisation à une échelle qui permette d'identifier les enjeux et les risques.

Il complétera son porter à connaissance par des tableaux précisant la distance de sortie des flux thermiques, et les précautions prises pour éviter les effets domino en cas de sinistre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois